

Un site dangereux ouvert à tous les vents

Les dépôts de carburants et combustibles de Vernier, à Genève, pourtant réputés dangereux, font preuve de grande légèreté en matière de sécurité.





Le portail du site est grand ouvert et pas surveillé.

Photo: dti

[Le portail du site est grand ouvert et pas surveillé. Pénétrer à l'intérieur et y prendre des photos est un jeu d'enfant. Le site pétrolier est voisin du géant de l'ameublement.](#)

«Monsieur! hurle un employé à la fenêtre d'un bâtiment à l'intérieur du site pétrolier Petrostock, à Blandonnet. Il ne faut pas prendre de photos, c'est très dangereux, il y a un risque d'explosion avec les vapeurs de pétrole». Le portail est pourtant grand ouvert et pénétrer dans le site s'avère un jeu d'enfant.

Initiative de l'UDC pour fermer le site

Face aux «risques avérés inacceptables» du site pétrolier de Blandonnet, la section verniolane du parti agrarien va lancer, le 1er février prochain, une initiative communale. L'UDC demande «la suppression, d'ici fin 2012, des citernes en rationalisant le stockage des hydrocarbures dans des lieux plus éloignés des habitations et des commerces». Pour faire aboutir son initiative, le parti a besoin au minimum de 2200 signatures.

Sur les côtés de l'entrée, un panneau indique qu'il est interdit de fumer et que des caméras filment le lieu. Concernant les ondes électrostatiques des portables et autres appareils électroniques: rien. Le dépôt est à peine à quelques dizaines de mètres d'Ikea et du siège central du TCS.

Au début des années 2000, un rapport remis par la société Urbaplan au Conseil d'Etat, relevait la dangerosité avérée des sites pétroliers de la commune. En juin 2005, un plan délimitant les zones à risques autour des citernes a d'ailleurs été établi. Dans un rayon de sécurité délimité, il est spécifié que l'on ne peut y implanter des bâtiments habités.

Or, le TCS et ses 400 employés se situent à l'intérieur même du rayon concerné, tout comme l'immeuble de requérants d'asile des Tattes. Ces bâtiments ont été, il est vrai, construits avant l'établissement du plan.

Le président du Conseil d'Etat, Mark Muller, rappelle qu'«une étude est en cours avec la commune de Vernier pour déplacer ces citernes». Le patron du l'aménagement du territoire ajoute qu'«en matière de sécurité, les normes sont respectées». En vacances et seul habilité à répondre, le directeur de Petrostock était injoignable toute la semaine.

(dti)

20 minutes, 21 janvier 2011